

CNTE COORDINATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION

Manifeste du V^e Congrès national de l'éducation alternative de la CNTE

AU PEUPLE DU MEXIQUE :

1. L'actuelle « réforme éducative » mise en œuvre par les pouvoirs formels (exécutif, législatif, judiciaire) et de fait (OCDE, organismes patronaux, « Pacte pour le Mexique ») du pays et de l'étranger n'est pas nouvelle. Elle est l'aboutissement d'un processus d'imposition d'accords, de pactes et d'alliances de sommet dans ce secteur, enregistrés ces vingt dernières années, dont l'objectif réel est de PRIVATISER l'éducation que dispense l'État, pour que celle-ci ne réponde plus à des intérêts et buts publics et nationaux, mais privés et étrangers : qualité (patronale) éducative pour requalifier massivement la main d'œuvre (éducation par compétences), tant sur le plan interne (*maquiladoras*) que sur le plan extérieur (migration).

2. Cette réforme, de même que les autres qui intègrent le paquet de « réformes structurelles », est imposée par l'usage démesuré de la VIOLENCE institutionnelle et extra-institutionnelle de l'État mexicain, comme le prouvent : la campagne millionnaire contre les enseignants propagée au travers des médias (des)informatifs ; le mépris du gouvernement et de la « classe politique » envers le professorat, les parents d'élèves et les étudiants, en ne consultant pas sur ce type de réformes qui ont un grand impact sur la vie nationale ; la violente agression contre les droits du travail, syndicaux, salariaux, professionnels et humains des travailleurs de l'éducation, droits foulés aux pieds et dont ils sont dépossédés par les récentes modifications des articles 3 et 73 de la Constitution. Violent également est le discours autoritaire de celui qui occupe la fonction de ministre de l'Éducation, reconnu pour sa complicité dans les événements d'Acteal et la non application des accords de San Andrés Larrainzar.

3. Devant le manque d'arguments convaincants, les promoteurs et défenseurs de la « réforme éducative » ont recours au mensonge permanent. Il est évident que les responsables de la grave crise structurelle dans laquelle se débat notre pays, ce sont eux : la classe politique et patronale, attelée aux compagnies transnationales et à leurs organismes internationaux (OCDE, FMI et Banque Mondiale). Eux et leurs accords, pactes, alliances et réformes, sont les responsables du désastre éducatif, parce que c'est ce qui convient à leurs intérêts inavouables. Ce qu'ils cherchent réellement avec leur réforme, c'est détruire le droit social à l'éducation et les droits des enseignants. La « réforme éducative » ne suscite pas le consensus du professorat ni de la société dans son ensemble, car elle accentue le caractère élitiste et excluant de l'actuel modèle éducatif.

4. La grande majorité des enseignant-e-s mexicain-e-s a manifesté, à travers diverses formes, son rejet de la réforme citée, car ils et elles sont conscients des graves conséquences qu'elle implique. Les travailleurs de l'éducation, main dans la main avec le peuple organisé, depuis chaque communauté, municipalité et entité fédérative, vont persister dans leur lutte pour défendre et renforcer tous les droits sociaux et conquêtes de la Révolution Mexicaine.

5. Devant l'imposition violente de la réforme des articles 3 et 73 de la Constitution, nous avons utilisé la voie du recours juridique pour demander l'abrogation de la réforme en question. De façon organisée, nous avons déposé plus de 200.000 recours devant les instances du pouvoir judiciaire de la Fédération. Nous ne sommes pas d'accord pour qu'on prétende régler les recours en ignorant la grave contradiction que contient le nouvel article 3 qui, d'un côté, nous dépossède de tous les droits acquis, et de l'autre affirme que seront respectés nos droits constitutionnels. Ce qui est sûr, c'est que la dénommée Loi générale du service professionnel enseignant abroge de facto toute la législation de l'Alinéa B (stabilité de l'emploi, poste fixe, inamovibilité, salaire rémunérateur, etc.), et nous prive arbitrairement de l'exercice du droit humain à la libre négociation bilatérale. Nous ne permettrons le licenciement d'aucun camarade, ni qu'il soit porté atteinte à ses droits de travailleur !

6. Tout au long de plus de 30 ans et à contre-courant de la politique éducative officielle, nous, enseignant-e-s de la CNTE, avons réussi d'importants développements dans les régions ou les États, dans la conception et la mise en marche d'initiatives de transformation éducative, à partir desquelles ont été dessinés des plans d'États comme le Programme de transformation éducative d'Oaxaca (PTEO), le Projet démocratique d'éducation et de culture (PDEC) pour le Michoacán, le Réseau d'écoles altamiranistes dans

le Guerrero, l'École à programme intégral dans le District Fédéral, entre autres. De même, nous avons réussi à trouver des ressources financières et matérielles pour assurer le caractère gratuit de l'éducation : manuels scolaires, matériel, uniformes et petits déjeuners scolaires pour les élèves ; construction, équipement et entretien des écoles, etc. Notre Projet éducatif alternatif (PEA) est né comme le fruit des principes fondateurs de la CNTE : lutter pour la démocratisation de l'éducation dans notre pays, comprise comme l'accès de tous les enfants et jeunes à une éducation publique laïque, gratuite, obligatoire, intégrale et scientifique, ainsi que l'établit l'article 3 de la Constitution dans sa version originale. Une éducation publique conçue comme un droit social de tous les Mexicains et un pilier fondamental pour le développement de la Nation et le renforcement de notre identité dans le contexte international. À cause de tout ce qui précède, la CNTE soutient l'exigence de l'attribution de 12% du PIB à l'éducation.

7. Conséquent avec notre origine et notre appartenance de classe, le Projet éducatif alternatif de la CNTE reprend le meilleur des expériences de l'école rurale mexicaine, celle des communautés et des peuples indigènes, mais elle se nourrit aussi des développements récents de la théorie comme la philosophie de la praxis et la philosophie de la libération, l'épistémologie et la dialectique critique, la psychologie constructionniste, la pédagogie critique et de la transformation. Tout cela, suivant les principes d'une éducation humaniste, populaire et émancipatrice. Nous, les enseignants de la CNT, nous nous engageons à une formation intégrale et véritablement professionnelle, proche des intérêts et des problèmes de nos communautés. Nous confirmons notre lutte pour la défense et le renforcement du normalisme mexicain, ainsi que l'attribution automatique d'un poste pour tous ceux qui sortent des écoles normales publiques du pays, accrédités par une institution formatrice reconnue officiellement et bénéficiant du profil et du droit ad hoc.

8. Face au caractère antidémocratique, autoritaire et centraliste de la « réforme éducative » du régime, la CNTE revendique les principes fondamentaux de la DÉMOCRATIE participative et active, en commençant par la démocratisation du SNTE et sa récupération comme instrument de lutte pour la défense de l'éducation publique et des droits des travailleurs, en éliminant la pratique anachronique du « *charrisme* syndical » ; de l'AUTONOMIE et de la libre autodétermination des peuples et des entités fédératives, ainsi que de la PLURALITÉ de notre culture nationale. Face à « l'évaluation » (mesure) éducative verticale, punitive et discriminatoire qu'avance la classe politique et patronale, nous revendiquons une évaluation horizontale, démocratique, intégrale, communautaire, multiculturelle, formatrice et permanente de tout le système éducatif. Nous rejetons le soi-disant Institut national d'évaluation éducative (INEE) et ses conseillers récemment imposés, à cause de son caractère bureaucratique et de sa fausse autonomie.

9. Nous demandons au Gouvernement fédéral, au Ministère de l'éducation, au Pouvoir législatif et judiciaire d'abroger la « réforme éducative » et de commencer immédiatement un débat national et populaire sur la situation de l'éducation publique et les mesures pour l'améliorer et la renforcer réellement. La Coordination nationale des travailleurs de l'éducation renouvelle son engagement à participer au débat et à la construction de propositions viables et pertinentes pour atteindre la justice sociale dans notre pays.

10. Nous exigeons l'arrêt de la répression administrative, physique, psychologique et pénale contre tout militant de la CNTE, en particulier contre les camarades de l'État du Guerrero.

11. NOUS APPELONS tous les travailleurs de l'éducation primaire et secondaire du pays, les pères et mères de famille, les étudiants, les organisations sociales et populaires, le peuple mexicain dans son ensemble à participer à la lutte que mène la CNTE pour la défense et le renforcement du droit social à l'éducation, et contre la réforme régressive des articles 3 et 73 de la Constitution. À préparer tous ensemble l'ARRÊT DE TRAVAIL INDÉFINI (comme il se déroule déjà dans les États du Guerrero et du Michoacán) et la GRÈVE CIVIQUE NATIONALE contre les « réformes structurelles » du régime et pour le sauvetage de la Nation.

Bien à vous.

V^e CONGRÈS NATIONAL DE L'ÉDUCATION ALTERNATIVE DE LA COORDINATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION

Mexico, District Fédéral, 27 avril 2013.

(Traduction : P. Ch., Union syndicale Solidaires, France)